



## Recrutement d'un agent contractuel : Références au CGFP et modèles d'actes




Procédure applicable pour tous les recrutements sur emploi permanent et pour les contrats de projet : Les 10 étapes clés

① Identification du besoin : motif de recrutement à retenir (*voir tableau en pages 2 à 4*)

② Vérification du tableau des emplois



③ Délibération créant l'emploi (en l'absence d'emploi vacant)

④ Déclaration de vacance et offre d'emploi  [www.emploi-territorial.fr](http://www.emploi-territorial.fr)



⑤ Réception des candidatures (délai raisonnable de publicité)

⑥ Recevabilité et sélection des candidatures

⑦ Entretien avec un jury et sélection du candidat retenu par l'autorité territoriale

 Rédiger le procès-verbal 

⑧ Information du candidat retenu et, le cas échéant, négociations salariales

 Informer également le(s) candidat(s) **non** retenu(s) 

⑨ Vérification des conditions de recrutement (notamment article L.321-1 du CGFP)

  
 Signature du contrat 



Motif de recrutement	Ancien fondement juridique	Nouveau fondement juridique CGFP (depuis le 01/03/22)	Modèle d'acte	DVE + offre d'emploi
<b>Recrutement de contractuel sur un <u>emploi permanent</u></b>				
Remplacement d'un agent momentanément indisponible	<u>Article 3-1 loi n°84-53 du 26 janvier 1984</u>	<u>Article L.332-13</u>		OUI
Vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire	<u>Article 3-2 loi n°84-53</u>	<u>Article L.332-14</u>		OUI
Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes	<u>Article 3-3 1° loi n°84-53</u>	<u>Article L.332-8 1°</u>		OUI
Les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté	<u>Article 3-3 2° loi n°84-53</u>	<u>Article L.332-8 2°</u>		OUI
Emplois des communes <1000 habitants et groupement de communes regroupant moins de 15 000 hab.	<u>Article 3-3 3° loi n°84-53</u>	<u>Article L.332-8 3°</u>		OUI
Emplois des communes nouvelles issues de la fusion de communes de - 1000 habitants pendant une période de 3 ans suivant leur création	<u>Article 3-3 3°bis loi n°84-53</u>	<u>Article L.332-8 4°</u>		OUI

Motif de recrutement	Ancien fondement juridique	Nouveau fondement juridique CGFP (depuis le 01/03/22)	Modèle d'acte	DVE + offre d'emploi
<b>Recrutement de contractuel sur un <u>emploi permanent</u> (suite)</b>				
Pour les autres, pour tous les emplois à temps non complet lorsque la quotité de temps de travail est < à 50%	<u>Article 3-3 4° loi n°84-53</u>	<u>Article L.332-8 5°</u>		OUI
Emplois des communes de - 2000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend d'une autorité qui s'impose à la collectivité	<u>Article 3-3 5° loi n°84-53</u>	<u>Article L.332-8 6°</u>		OUI
Emploi de secrétaire général de mairie des communes de - 2000 habitants*	Néant	<u>Article L.332-8 7°</u>		OUI
PACTE	<u>Article 38 bis loi n°84-53</u>	<u>Article L.326-10</u>		OUI
Personne en situation de handicap	<u>Article 38 loi n°84-53</u>	<u>Article L.352-4</u>		OUI
Emplois fonctionnels	<u>Article 47 loi n°84-53</u>	<u>Article L.343-1</u>		OUI

Motif de recrutement	Ancien fondement juridique	Nouveau fondement juridique CGFP (depuis le 01/03/22)	Modèle d'acte	DVE + offre d'emploi
Recrutement de contractuel sur un <u>emploi NON permanent</u>				
Accroissement temporaire d'activité	<u>Article 3 I 1° loi n°84-53</u>	<u>Article L.332-23 1°</u>		NON
Accroissement saisonnier d'activité	<u>Article 3 I 2° loi n°84-53</u>	<u>Article L.332-23 2°</u>		NON
Contrat de projet	<u>Article 3 II loi n°84-53</u>	<u>Article L.332-24</u>		OUI
Collaborateur de cabinet	<u>Article 110 I loi n°84-53</u>	<u>Article L.333-1</u>		NON
Collaborateur de groupe d'élus	<u>Article 110-1 loi n°84-53</u>	<u>Article L.333-12</u>		NON